

Guyane : Hollande signe un chèque en bois de 3 milliards

Deux milliards d'euros de plus pour lever le blocus en Guyane : c'est pas cher, c'est mon successeur qui paiera

L'Opinion · 24 avr. 2017 · Raphaël Legendre @LEGENRA

Le gouvernement a signé vendredi un accord avec les élus locaux et le collectif de manifestants « Pou Lagwiyann Dékolé » (Pour que la Guyane décolle) afin de lever les barrages qui bloquent le pays depuis cinq semaines. En plus d'un plan immédiat de 1,1 milliard d'euros, une rallonge de 2 milliards d'euros a été accordée. Une somme qui devra être assumée par le prochain exécutif. En Guyane, où les subventions par habitant sont les plus élevées des départements d'Outre-mer, certains réclament désormais 7 milliards d'euros.



VENDREDI, LE TRÈS SÉRIEUX Institut des politiques publiques (IPP), centre de recherche rattaché à l'École d'économie de Paris et au CREST, a publié une note sur le bilan fiscal de François Hollande. Ses chercheurs estiment que les piètres résultats du quinquennat en matière de redressement des finances publiques sont dus pour moitié à une croissance plus faible que prévu et pour moitié « du fait de mesures insuffisantes ou d'une volonté délibérée de maintenir un certain niveau de déficit ».

« L'Accord de Guyane » signé vendredi 21 avril entre le collectif « Pou Lagwiyann Dékolé » (Pour que la Guyane décolle), les élus locaux et l'Etat, est à ranger dans cette dernière catégorie. A deux jours du premier tour de l'élection présidentielle, le gouvernement a concédé à la Guyane un plan d'aide de 3,2 milliards d'euros pour mettre un terme à cinq semaines de blocage.

Comme il avait été décidé début avril, l'accord prévoit un plan d'urgence immédiat de 1,1 milliard d'euros, mais il acte aussi « la demande de mesures supplémentaires du collectif et des élus à hauteur de 2,1 milliards », indique un communiqué du ministère des Outre-mer. 2,1 milliards d'euros qui n'étaient pas prévus à l'origine. « L'Etat s'engage à travers l'accord de Guyane à ce qu'elles fassent l'objet d'un examen prioritaire pour mettre en oeuvre un plan additionnel », ajoute le communiqué, sans donner de calendrier précis quant au suivi du dossier.

Un engagement non financé qu'il reviendra au prochain gouvernement d'assumer. Les termes sont tellement flous que les acteurs de la mobilisation ont immédiatement prévenu : « On a réussi à ce que le protocole paraisse au journal officiel. Maintenant, on pourra travailler avec ce document et aller en justice si on n'est pas satisfaits », a réagi le porte-parole du collectif « Pou Lagwiyann Dékolé », Davy Rimane. D'autres se sont faits plus menaçants : « Une fois que le prochain gouvernement se-

ra en place, dès le premier jour, on va entrer en action. L'Etat nous doit sept milliards et pas deux », a déclaré Olivier Goudet, membre du mouvement des « 500 frères », dont la particularité est de défiler cagoulés.

Fuite en avant. Une dernière largesse financière de François Hollande qui résume la stratégie budgétaire du Président durant sa fin de quinquennat. Une stratégie cynique et irresponsable qui a consisté à repousser autant que faire se peut les dépenses et anticiper au maximum les recettes, en créant par exemple de nouveaux acomptes d'impôt pour les entreprises. Des décisions court-termistes qui compliqueront d'autant plus la tâche du prochain gouvernement en matière de redressement des comptes publics.

Cette fuite en avant est irresponsable sur plusieurs points. D'abord parce que, comme le rappelle le spécialiste des finances publiques François Ecalte, magistrat de la Cour des comptes en disponibilité et fondateur du site Fipeco, « c'est en Guyane que les dépenses budgétaires de l'Etat sont les plus élevées (7 200 euros par personne de moins de 65 ans) ». Ensuite, parce que le projet de loi de finances initiale pour 2017 prévoit déjà une augmentation de près de 14% des crédits de paiement pour les Outre-mer par rapport à ce qui a été consommé en 2015 (+17 % pour la Guyane), pour un total de 16,4 milliards d'euros, contre une variation de 4 % pour la Métropole. Surtout, parce que la France est l'un des derniers pays d'Europe à ne pas avoir ramené son déficit sous les 3%, et que la perspective d'y arriver dès 2017 s'éloigne au fur et à mesure des annonces du gouvernement. L'objectif initial était de passer à 2,7 % de déficit en fin d'année. Mi-avril, Bercy a revu à la hausse sa prévision, à 2,8%. Avant ses nouvelles annonces, la Commission européenne estimait pour sa part que le déficit serait à 2,9 % en fin d'année avant de repartir à la hausse (3,1%) en 2018 du fait, justement, des dépenses repoussées de François Hollande.

Le FMI voit, quant à lui, le déficit français à 3,2 % cette année. Des chiffres qui pourraient encore se dégrader d'ici le mois de juin, date à laquelle la Cour des comptes publiera les résultats de l'audit des finances publiques qu'elle est en train de mener. Pour mémoire, le déficit de la zone euro est attendu à 1,5% cette année.

Promis dès 2013 par François Hollande, le retour sous les 3 % de déficit est donc loin d'être acquis pour 2017. Plus que jamais, l'effort de réduction de la dépense publique devrait être en tête des priorités du prochain quinquennat, seul moyen de faire baisser une pression fiscale toujours maximum. Selon une récente étude de l'OCDE, la France est en effet le pays où le coin fiscal (poids des impôts par rapport à la rémunération globale du travail) est le plus élevé de tous les pays riches pour les familles comptant deux enfants et un seul apporteur de revenu rémunéré au salaire moyen. Une partie de l'héritage de François Hollande, au côté des 10% de chômeurs ou des 300 milliards de dette supplémentaires.